

ALERTE

34 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS et des collectifs inter-associatifs locaux présents dans 10 régions (Uriopss)

Paris, le 3 septembre 2020

Communiqué de presse

Plan de relance : les plus précaires, une fois de plus ignorés !

Le gouvernement, à travers le plan de relance économique qu'il vient de présenter, n'a une nouvelle fois pas pris la mesure de la réalité vécue par 9 millions de nos concitoyens, dont 3 millions d'enfants. En effet, moins de 1 % des 100 milliards débloqués dans le cadre de ce plan est dédié aux plus précaires. Les associations de lutte contre l'exclusion s'étonnent que, malgré la promesse de Jean Castex de proposer des « dispositions extrêmement ambitieuses pour les Français », le gouvernement ait une nouvelle fois fait l'impasse sur les plus pauvres, pourtant premières victimes de la crise sanitaire. Le collectif ALERTE rappelle donc de nouveau l'urgence de développer des politiques ambitieuses afin d'éradiquer structurellement la pauvreté dans notre pays.

Perte d'emplois et de revenus, réduction de l'activité, augmentation des charges pendant le confinement, endettement, impayés de loyer, réduction drastique du reste à vivre qui pousse de plus en plus de gens vers les lieux de distribution alimentaire, rupture scolaire, surmortalité : les personnes en situation de précarité sont les premières à subir les effets de la crise alors que leur conditions de vie étaient déjà critiques auparavant, comme l'a souligné à de nombreuses reprises le collectif ALERTE. Nous sommes aujourd'hui face à une aggravation, un basculement et un ancrage d'une frange de la population dans la grande précarité. Alors que la paupérisation des 15-30 ans s'accélère, le plan de relance ne comporte aucune mesure qui leur garantisse un emploi stable et un revenu décent. Il faut agir maintenant !

Le gouvernement a certes su proposer des solutions temporaires face à la crise, notamment concernant l'aide alimentaire, l'hébergement et des aides financières exceptionnelles pour les familles modestes et les jeunes étudiants sans ressources. Mais les associations de solidarité regrettent qu'aucune disposition de long terme visant à faire évoluer structurellement la situation des personnes précaires n'ait été prise depuis le début du quinquennat. D'autant que le déploiement de la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté ne semble plus être une des priorités du gouvernement.

Le gouvernement l'indique lui-même : il faudra a minima 2 ans pour retrouver le niveau économique d'avant crise. Il est donc temps que le gouvernement considère enfin que l'investissement dans les besoins économiques et sociaux des plus précaires est rentable et indispensable afin de lutter contre une pauvreté grandissante, au travers de :

- La revalorisation significative du RSA et son ouverture dès 18 ans
- La revalorisation des APL tenant compte des impayés de loyer
- Le développement d'une politique de sécurisation alimentaire
- L'accès aux soins pour tous, l'ouverture des droits en santé pour les étrangers
- L'investissement dans l'insertion par l'Activité Economique et les contrats aidés
- La lutte contre l'isolement social

Le collectif ALERTE a entendu la stratégie du gouvernement de faire de la lutte contre la précarité une « action constante » et attend de voir, comme annoncé, les traductions de cette volonté dans la loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale à venir, afin qu'Emmanuel Macron prouve de manière concrète qu'il n'est pas le Président des riches et que dépenser pour endiguer la pauvreté est bien synonyme d'investissement d'avenir.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Manon Jullien – 01 53 36 35 09 – mjullien@uniopss.asso.fr